6 | réflexion

Fascisme: un mot inconnu des programmes d'histoire de Troisième

« Le mot même de fascisme ne figure plus dans le programme de Troisième publié en 2008 et entré en application à la rentrée 2012! », déplorent dans cet article Joëlle Fontaine et Gisèle Jamet. Au moment où la réforme du collège et les projets de nouveaux programmes pour la rentrée 2016 suscitent la contestation, ces deux professeurs d'histoire aujourd'hui à la retraite s'inquiètent de la manière dont sont traitées dans les programmes actuels les questions du fascisme dans l'entre-deux-guerres et de la Seconde Guerre mondiale – une inquiétude que la FNDIRP et le PR ont exprimée plus d'une fois au cours des dernières années. Préparant un livre sur l'enseignement de l'histoire, Joëlle Fontaine et Gisèle Jamet nous livrent leurs réflexions, souhaitant de la sorte contribuer à la consultation en cours sur les projets de programmes pour 2016. Avec l'espoir qu'il soit remédié, dans les énoncés définitifs, aux graves lacunes détaillées ci-dessous.

es programmes d'histoire de collège et de lycée ont fait l'objet, depuis leur mise en application entre 2009 et 2012, de vives critiques. On en a notamment pointé l'approche thématique et conceptuelle, au détriment de la continuité chronologique. Particulièrement marqué au niveau des classes de Première et de Terminale, ce choix délibéré est source de confusion pour les élèves, de l'avis de nombreux enseignants et parents.

On s'est moins intéressé au programme de Troisième de collège, qui traite aussi du XX^e siècle et du monde d'aujourd'hui: il semble a priori moins déstructuré et plus conforme au souci d'enchaînement chronologique – encore qu'il prévoie une étude de la vie politique en France depuis 1917 en fin d'année scolaire, après plusieurs chapitres concernant les guerres mondiales et la géopolitique depuis 1945. Mais il repose sur les mêmes choix de concepts discutables, censés donner un sens aux événements: avec cette conséquence qu'au lieu de prendre connaissance de faits historiques, les élèves se trouvent mis en face de grilles de lecture toutes faites, évacuant ceux de ces faits qui ne s'y intègrent pas.

Ceci est particulièrement remarquable en ce qui concerne la question du fascisme européen de l'entre-deux-guerres, et de ses responsabilités dans le déclenchement et le déroulement de la Seconde Guerre mondiale. Au point que – on ose à peine y croire – le mot même de fascisme ne figure plus dans le programme de Troisième! Or, rappelons-le, la classe de Troisième est la dernière occasion pour la totalité d'une classe d'âge d'étudier le XX^e siècle de façon exhaustive : la moitié ou presque des élèves suivront ensuite des filières technologiques ou professionnelles dans lesquelles cette période ne sera abordée que sous la forme de quelques thèmes, sur un horaire très réduit.

Comment arrive-t-on à cette aberration?

Allemagne d'Hitler et URSS de Staline: comparaison obligatoire

On n'étudie en Troisième que le nazisme, qui apparaît ainsi comme une totale singularité, hors de toute comparaison possible avec d'autres fascismes. L'Italie mussolinienne est hors programme, ainsi que l'Espagne de Franco et de manière générale les élèves ne sauront pas que la plupart des pays d'Europe dans les années 30 ont des régimes politiques sinon

ouvertement fascistes, du moins conservateurs et très éloignés du modèle démocratique. Ce qui ne facilite évidemment pas la compréhension des origines et des prémisses de la Seconde Guerre mondiale – mais c'est là également un sujet hors programme: les élèves devront se contenter de brèves indications sur le déroulement de cette guerre, avec un exemple au choix (la bataille de Stalingrad ou celle du Pacifique), et une insistance marquée sur la violence génocidaire.



Mussolini et Hitler.
Dans le programme de Troisième,
le nazisme apparaît hors de toute
comparaison possible avec d'autres
fascismes. L'Italie mussolinienne
n'est pas au programme.

Si l'on doit comparer l'Allemagne nazie à un autre pays, c'est seulement à l'URSS de Staline, dans le chapitre qui englobe ces deux seuls pays sous le titre « Les régimes totalitaires dans les années 30 ». Les instructions sont impératives à ce sujet (1). Leurs rédacteurs ne nient pas le caractère contestable du concept de totalitarisme, mais affirment le caractère obligatoire de la comparaison. Ce qu'il faut donc mettre en valeur, dans une leçon introductive d'une heure, ce sont les « caractéristiques communes » de ces deux « Etats dictatoriaux ». Ils naissent dans des « sociétés affaiblies et déstabilisées par la violence de guerre », le rôle de la crise économique dans l'ascension d'Hitler au pouvoir étant à peine mentionné puisque le thème introductif au programme d'histoire de Troisième sur « un siècle d'évolution économique et sociale » ne mentionne pratiquement pas cette crise: il ne s'agit dans ce cadre que de croissance harmonieuse et de progrès constants. Ils sont dirigés par des chefs « seuls détenteurs de la vérité », qui confisquent le pouvoir et exigent « une soumission totale ». Les esprits sont asservis par l'éducation et la propagande, « l'obéissance est obtenue par manipulation et séduction à travers la mise en scène cinématographique des réalisations et la mise en oeuvre du culte de la personnalité ». Les oppositions sont « matées par une violence policière légalisée et arbitraire ». La volonté de créer un « homme nouveau supérieur » pourra être illustrée par des extraits de Mein Kampf et, curieusement, de Gide Retour d'URSS. Toutes ces affirmations sont ainsi assénées d'emblée et de manière péremptoire, sans être étayées sur une véritable connaissance du contexte historique et idéologique propre

Certes, on reconnaît que les deux régimes ont des spécificités, qui font l'objet des deux leçons suivantes (3). Pour l'URSS il s'agit d'une collectivisation (ou plutôt d'une étatisation) présentée exclusivement sous l'angle de la contrainte. S'il y a de réels résultats (modernisation, industrialisation dont on ne voit d'ailleurs pas la nécessité puisque l'état de la Russie avant la révolution est hors programme), c'est « grâce à une mobilisation autoritaire des travailleurs accablés par les contraintes collectives », illustrée par des extraits de Kravchenko (J'ai choisi la liberté). Aucune référence, par contre, aux valeurs héritées des Lumières et de la révolution francaise, qui ont été à la base de la tentative de construction du socialisme et qui ont continûment animé la société soviétique malgré la terreur stalinienne - ni aux réalisations culturelles, qui ne semblent pas mériter une mention dans l'enseignement parallèle d'histoire des arts: le seul exemple proposé est la sculpture colossale (L'ouvrier et la kolkhozienne) du pavillon soviétique à l'exposition internationale de 1937, face à l'aigle nazi du pavillon allemand...

Un capitalisme présenté comme lié à la démocratie

L'Allemagne nazie, elle, outre son caractère totalitaire, se définit essentiellement par son racisme, plus précisément par son antisémitisme, et par son agressivité vis-à-vis de peuples considérés comme

inférieurs - sans que soient évoqués l'orientation de son économie vers la guerre, ni les coups de force qui se multiplient dès 1933 et qui pourraient éclairer utilement le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale. Rien n'est dit de la collaboration étroite d'Hitler avec les grandes firmes allemandes qui lui fournissent le matériel militaire à crédit, appâtées qu'elles sont par la perspective de conquête de l'espace vital nécessaire à la race supérieure. Ni que cet espace désigné depuis Mein Kampf (1925) est l'Europe orientale et notamment l'URSS, qui possède d'immenses richesses en matières premières et en sources d'énergie - et où règne ce « judéo-bolchevisme » abhorré des nazis.

Car l'attention exclusive portée à l'antisémitisme permet d'évacuer totalement que le principal ennemi d'Hitler est le communisme. Il n'est pas prévu dans le programme de Troisième d'évoquer le nazisme avant janvier 1933, les élèves sauront donc simplement qu'« Hitler arrive au pouvoir » à cette date. La violence contre-révolutionnaire des SA, leurs agressions envers syndicalistes et communistes qui valent à Hitler l'appui de grands industriels sont ainsi également gommées. Et comme la crise de 1929 ne figure pas non plus au programme, comment les élèves pourraient-ils comprendre le rôle qu'a joué Hitler dans le maintien et l'expansion du capitalisme allemand? Un capitalisme qui semble ainsi, débarrassé de toute compromission avec le nazisme, indissolublement lié à la démocratie, et incompatible avec le totalitarisme...

Mais au-delà de cet objectif idéologique évident, il se pose aussi une multitude d'autres questions. Si le terme même de fascisme est évacué, comment faire comprendre les questions politiques qui se posent dans la France des années 30? La composante antifasciste du Front populaire et, pendant la guerre, d'une résistance dans laquelle on ne verra, outre la lutte contre l'occupant, qu'une volonté de restauration des valeurs de la République? La Seconde Guerre mondiale n'est ainsi traitée que sous l'angle d'une violence dépassant celle de la première puisqu'il s'agit maintenant d'une guerre d'anéantissement marquée essentiellement par la Shoah. Mais on oublie que les camps de concentration nazis enfermaient aussi des résistants antifascistes venus de tous les coins d'Europe, et qu'ils fonctionnaient pour le plus grand profit de firmes allemandes qui continuent à prospérer aujourd'hui... •••

 Certes, les enseignants gardent encore une certaine liberté, et leurs élèves posent des questions les obligeant à évoquer des faits ou des évènements « hors programme ». Les manuels scolaires euxmêmes ont conservé un souci d'explication qui les fait souvent déborder du cadre prévu par le programme, même si l'orientation générale est bien respectée. Mais les instructions se font de plus en plus impératives, et le temps imparti à l'histoire est de plus en plus réduit, du fait de la diminution de l'horaire mais aussi de l'introduction constante de charges supplémentaires liées au projet d'établissement, ou d'enseignements nouveaux comme celui de l'histoire des arts. Et la présence d'un examen en fin d'année impose de terminer le programme.

Cette vision orientée de l'histoire (4) est, sur ce sujet, particulièrement nocive à un moment où l'on voit se développer partout en Europe des mouvements d'extrêmedroite dont certains se réclament ouvertement du nazisme (5). La connaissance des faits historiques ne peut qu'aider à dévoiler la démagogie de ces mouvements qui, sous couvert de défendre les petits contre les gros, servent le capital en dévoyant la colère et la contestation vers les immigrés, vers les étrangers. Et qui se sont montrés tout prêts, lorsqu'ils ont accédé au pouvoir, à servir les intérêts de ceux qu'ils avaient auparavant fait mine de dénoncer...

JOËLLE FONTAINE ET GISÈLE JAMET

- Joëlle Fontaine est l'auteure de De la Résistance à la guerre civile en Grèce, 1941-1946 (Ed. La Fabrique, 2012).
- 1) Les programmes scolaires sont accompagnés d'instructions de plus en plus détaillées. Celles concernant le programme d'histoire de Troisième ont été publiées par le CRDP (Centre régional de Documentation pédagogique) de l'académie de Versailles, sous la direction de Danièle Cotinat en juillet 2012. Elles prévoient le nombre de leçons à consacrer à chaque sujet, les concepts à mettre en oeuvre selon le thème et un choix de documents très recommandés.
- 2) Fascicule cité du CRDP, p. 40.
- 3) Ibidem, p. 41.
- 4) A cet égard, dans les projets de programmes pour 2016, la formulation, d'ailleurs minimale, des thèmes qui devraient permettre d'évoquer le fascisme ne laisse pas présager d'inflexion par rapport à la situation actuelle: on retrouve le même raccourci démocratie/ totalitarismes et une Seconde Guerre mondiale plus ou moins réduite à la question du génocide. L'étude de la France est toujours déconnectée du reste du programme et surtout l'introduction des enseignements transdisciplinaires obligatoires, qui se fait à moyens constants, va réduire encore le temps consacré à la discipline proprement dite, en l'occurrence à un enseignement structuré et cohérent de l'histoire du XXe siècle (voir http://www.education.gouv.fr/cid87938/projets-de-programmes-pour-l-ecole-elementaire-et-le-college.html).
 - 5) Voir à ce sujet le n° 134 de Manière de voir - Le Monde diplomatique, sur les « Nouveaux visages des extrêmes droites ».